

Direction de l'aménagement des territoires et
de la transition écologique

Cayenne, le 7 juillet 2025

Service prévention des risques et industries
extractives

Unité prévention des risques accidentels

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97372 Kourou

Références : DGTM/DATTE/SPRIE/UPRA/MC/2025/632
Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Usine de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS. Elle assure la fabrication de propergol solide et le chargement des corps de moteurs P120C et P160C composant les boosters d'Ariane 6 et le premier étage de VEGA-C.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société REGULUS a organisée le 3 juillet 2025, le test annuel de son plan d'opération interne. L'exercice de gestion de crise permet de mobiliser les moyens de l'exploitant pour faire face à un événement dangereux fictif. Cet entraînement permet à l'exploitant d'identifier des axes d'amélioration pour perfectionner ses réflexes en situation d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Situation d'urgence
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le 3 juillet 2025, la société REGULUS a réalisé un exercice de son Plan d'Opération Interne (POI) sur l'Usine de Propergol de Guyane (UPG). Le scénario concernait une prise en feu de poudre d'aluminium dans le bâtiment 327 (bâtiment destiné à la préparation par mélange des matières premières, du liant, du prémélange et du liner) provoquant deux blessées. L'inspection des installations classées était présente en cellule de crise en tant qu'observateur. L'exercice s'est déroulé selon les grandes lignes suivantes : 8h35 : DEBEX - le conducteur du 327 appelle le 18 8h50 : activation de la cellule de crise - répartition des rôles de chaque membre 8h55 : premiers échanges téléphonique entre le cadre de permanence et la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) puis avec le BCS (Bureau de Coordination Sauvegarde du CNES) 8h58 : déclenchement de la sirène POI 9h22 : arrivée de l'officier de liaison de la BSPP en cellule de crise 9h28 : organisation d'une DZ (drop zone - zone d'atterrissage d'hélicoptère) pour l'évacuation de la victime en urgence absolue 9h30 : réflexion sur les actions à mener concernant les premiers prélèvements environnementaux (gestion des eaux et des fumées d'incendie) 9h39 : la BSPP indique que le feu est éteint, les reconnaissances se poursuivent 9h52 : le VSAV (Véhicule de Secours et d'Assistance aux Victimes) du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) se présente sur les lieux pour l'évacuation de la deuxième victime en urgence relative 10h08 : FINEX L'inspection des installations classées note une bonne organisation de la cellule de crise dans les premières minutes de l'exercice grâce à une répartition rapide des fonctions des membres de la cellule. L'organisation de points de situation régulier aurait pu permettre une meilleure coordination. La phase d'anticipation (éventuelle propagation du sinistre, évaluation des conséquences des phénomènes dangereux, etc.) aurait notamment pu être améliorée. Dans les premières minutes, la remontée d'information du terrain vers la cellule de crise a pu paraître difficile. En effet, il semble que beaucoup d'informations ont été remontés directement par l'animateur de l'exercice. La demande d'un officier de liaison de la BSPP en cellule de crise doit être effectuée dès le début de l'évènement afin de gagner en rapidité et en efficacité.

Le recensement des personnes confinées/évacuées pourrait être amélioré. En effet, lors de l'exercice, l'inspection des installations classées a eu l'impression que beaucoup d'acteurs (poste de garde, cellule de crise, local de repli, personnel sur le terrain) procédaient à un décompte sans réelle harmonisation des informations entre chacun.

La communication vers l'extérieur a été efficace avec la rédaction rapide du premier communiqué. Cependant l'inspection des installations classées conseille à l'exploitant de rajouter dans son répertoire les adresses mail des différentes entités. Il est également rappelé à l'exploitant que la diffusion de communiqué par mail doit être suivie d'un appel téléphonique à l'astreinte ICPE de la DGTM et de l'EMIZ (État-Major Interministériel de Zone).

L'inspection des installations a apprécié les réflexions menées sur la mise en place de premiers prélèvements environnementaux, la mise en sécurité des installations et l'organisation d'une cellule de soutien psychologique.

La recherche des polluants dans les fumées d'incendie aurait pu être plus efficace en s'appuyant sur les données des produits de décomposition déjà identifiées par l'exploitant.

L'inspection des installations classées souligne l'implication de l'exploitant dans l'exercice et la qualité du scénario et l'encourage à réaliser régulièrement ce type d'entraînement.

Type de suites proposées : Sans suite